

# La lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (LCB-FT)

## Un enjeu mondial



Selon l'ONU, les revenus annuels des activités criminelles réintégrés dans l'économie réelle atteindraient entre **1 900 et 4 800 milliards de dollars.**



### Blanchiment des capitaux :

- *placement* : introduction dans le système financier d'un pays de fonds provenant d'opérations délictueuses
- *empilage* : multiplication des opérations bancaires ou financières pour brouiller l'origine des fonds
- *intégration* : investissement des fonds frauduleux dans les circuits légaux de l'économie



### Financement du terrorisme



### Financement de la prolifération des armes de destruction massive

## Une réponse internationale cohérente



Créé en 1989, le GAFI réunit 39 membres et assure la mise en place d'une approche commune en matière de lutte contre la criminalité financière.



### Des standards communs :

les 40 Recommandations du GAFI s'appliquent dans 200 pays et organisations (UE)



**Analyse des risques et méthodes de BC-FT** et coopération internationale



### Évaluation mutuelle

de la mise en œuvre des standards par les États dont les résultats sont rendus publics



### Publication des listes

**grises et noires** des États présentant des défaillances critiques en matière de BC-FT

## Prévenir, renseigner et poursuivre



Pour protéger l'intégrité du système financier et commercial, la LCB-FT déploie :



**Volet préventif** : charger les professions stratégiques d'assurer la traçabilité des transactions, d'identifier les opérations suspectes et d'appliquer les sanctions financières ciblées



### Volet renseignement financier :

traiter les signalements d'opérations suspectes pour déclencher des enquêtes sur les schémas de BC-FT



### Volet répressif :

mener à bien les investigations financières pour condamner les coupables de BC-FT et confisquer les avoirs criminels